

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Refuge tortues MARAN**

2780 Route de Paulhac  
31660 BESSIERES

Références :SM/2022-04052

Code AIOT : 0003701237

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2022 dans l'établissement Refuge tortues MARAN implanté 2780 Route de Paulhac 31660 BESSIERES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cet établissement est autorisé, au titre de la Faune Sauvage Captive, par arrêté préfectoral n°31-2019-108 en date du 18 avril 2019 à exploiter au 2920, route de Paulhac, 31660 BESSIÈRES, un établissement d'élevage et de présentation au public à caractère fixe de tortues aquatiques et terrestres.

Initialement, l'activité de ce parc n'est pas soumise à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Ce dossier entre dans le cadre de l'évolution réglementaire au titre des ICPE pour la rubrique 2140 (Présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques). Cette évolution fait suite à la décision du conseil d'État du 30 décembre 2020 annulant les dispositions figurant dans le décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 et modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en intégrant l'activité de ce parc dans la réglementation des ICPE sous le régime de l'Autorisation pour la rubrique 2140.

L'association a donc souhaité au titre de l'article L. 513-1 du code de l'environnement, fonctionner au bénéfice des droits acquis et de l'antériorité en tant qu'installation existante.

Par courrier préfectoral du 23/08/2022, la demande de bénéfice de l'antériorité a été notifiée à l'exploitant en précisant la nécessité d'encadrer par un arrêté préfectoral complémentaire les prescriptions additionnelles à celles prévues par l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 auquel le Refuge est soumis afin d'assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Le projet de construction d'une station d'élevage d'une espèce aquatique menacée : l'Émyde lépreuse dont les travaux sont en cours de réalisation avec la mise à l'eau des tortues prévues en 2024 a été intégré et pris en compte dans la situation administrative actuelle de l'Installation.

Ce contrôle a été réalisé dans ce contexte de prise de cet arrêté préfectoral complémentaire.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Refuge tortues MARAN
- 2780 Route de Paulhac 31660 BESSIERES
- Code AIOT : 0003701237
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le Refuge des Tortues est un centre d'accueil pour tortues aquatiques et terrestres implanté dans la commune de Bessières en Haute-Garonne (31660).

L'établissement est actuellement constitué de 2 parties et activités distinctes:

-une partie ouverte au public comprenant également accueil, boutique, restauration rapide, toilettes, concernée par les prescriptions relatives aux ICPE.

-une partie fermée au public ayant une activité de Refuge (zone de quarantaine), non concernée par les prescriptions relatives aux ICPE.

Le parc est ouvert au public uniquement du 1er avril environ au 31 octobre.

Effectif indiqué le jour du contrôle :

- quarantaine : 868 tortues ;

- parc présentation public : 397 tortues.

Environ, une quarantaine d'espèces de tortues différentes (terrestres et aquatiques) sont présentes sur le site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

### Remarques:

**Le projet de création d'un bassin accueillant des axolots n'a pas encore vu le jour.**

**Le projet de création d'un bassin accueillant des carpes koïs a été réalisé.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	De l'organisation générale des établissements	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art 5	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
3	De la prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art 7	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
7	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des soins des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.41	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
12	De la participation aux actions de conservation des espèces animales	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.53	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
13	De la prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art 8	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	De l'organisation générale des établissements	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art 4	/	Sans objet
4	Des conduites d'élevage des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art 10	/	Sans objet
5	Des conduites d'élevage des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.19	/	Sans objet
6	Des installations d'hébergement et de présentation au public des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.27	/	Sans objet
8	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des soins des animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.42	/	Sans objet
9	De l'information du public sur la biodiversité	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.57	/	Sans objet
10	De la prévention des risques écologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.64	/	Sans objet
11	De la prévention des risques écologiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.61	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le parc est actuellement fermé au public avec une ouverture prévue au 1er avril 2023.

Pendant ce délai, certains travaux sont en cours de réalisation concernant principalement la création de la station d'élevage de l'Emyde lépreuse.

Le site respecte globalement les prescriptions observées de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère.

Il a toutefois été constaté que certaines prescriptions nécessitent l'envoi de justificatifs, documents complémentaires pour en évaluer la conformité:

- rapports d'activité,
- affichage de certaines mesures de sécurité pour le public,
- compléter le dossier sanitaire,
- finaliser le poste de secours,
- fournir les attestations de 1ers secours,



De plus, le plan de secours comprenant le plan d'évacuation, doit être entièrement rédigé.  
Ces documents sont attendus pour la rédaction de l'arrêté préfectoral pris au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, pour la partie du parc ouverte au public.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : De l'organisation générale des établissements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Certificat de Capacité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement. Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.</p> <p>Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.</p> <p><b>Constats :</b> Monsieur MARAN, président de l'Association du Refuge des Tortues (A.R.T) est détenteur du certificat de capacité délivré le 15/04/2019, par décision préfectorale n° 31-2019-06 pour l'entretien et la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques : tortues terrestres et d'eau douce.</p> <p>Il est également membre de l'IUCN Tortoise and Freshwater Turtle Specialist Group (commission de l'Union internationale pour la conservation de la nature spécialisée dans les tortues) et membre de la CODENAPS: Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de la Haute Garonne.</p> <p>Remarque: Il est envisagé que Mr Yoann WYON, salarié de l'ART, responsable animalier et technique, dépose une demande de certificat de capacité élevage, dans un premier temps.</p> <p>Détention au sein de l'établissement d'espèces domestiques (poissons domestiques tels que des carpes koïs, guppys et projet avec des axolots, Ambystoma mexicanum).</p> <p>Le certificat de capacité animaux domestiques n'existe plus depuis le 1er janvier 2016. Il a été remplacé par l'ACACED (attestation de Connaissances pour les Animaux de Compagnie d'Espèces Domestiques).</p> <p>La dernière formation réalisée au CFAA du Lot (à Gramat) date de février 2013. Les connaissances devant être actualisées tous les dix ans, cela est à prévoir en février 2023. L'exploitant a pris contact avec la MFR de Donneville qui est un organisme habilité pour dispenser cette formation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : De l'organisation générale des établissements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Règlements intérieur et de service
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté.
<b>Constats :</b> -Règlements intérieur et de service existants (présentés dans l'étude de dangers réactualisée).  Actuellement l'activité de présentation au public est fermé (depuis le 31/10/22) avec une réouverture prévue au 1/04/2023. Pendant cette période, des travaux d'aménagement vont être réalisés avec la création d'une nouvelle entrée "public". Il est prévu que le règlement intérieur soit affiché pour la réouverture au niveau de la nouvelle entrée du site. Les consignes pour le personnel relatives à la manipulation des tortues dangereuses sont affichées en zone quarantaine.  Remarque: Le règlement de service complet tel que présenté dans le dossier de l'étude de dangers doit également être affiché dans les locaux réservés au personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 3 : De la prévention des accidents

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art 7

**Thème(s) :** Autre, Plan de secours

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté.

Les établissements sont tenus de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de leur personnel ayant reçu une formation de secouriste.

Ils doivent disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins.

Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.

**Constats :**

\*Le plan de secours est absent: plan d'évacuation et scénarii décrivant:

- les moyens et les procédures à mettre en œuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ;
- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ;
- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;
- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition.)

Pour rappel, le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet.

Remarque : le plan d'évacuation devra prendre en compte la station d'élevage.

\*Les établissements sont tenus de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de leur personnel ayant reçu une formation de secouriste.

Formation PSCP1 prévue le 22/11/22 pour 4 membres, organisée par l'UDSP.

\*Ils doivent disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins.

Présence d'une pharmacie de secours au niveau de la boutique.

Cet espace n'étant pas adapté à l'installation d'un poste de secours, l'exploitant indique que le carbet des stagiaires situé en amont serait plus adapté sous réserve d'y installer une pharmacie de secours et les équipements adaptés et sous réserve de la validation de l'UDSP 31 qui assure la formation 1er secours.

\*Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité: Présence de nombreux talkies-walkies.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 4 : Des conduites d'élevage des animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art 10
<b>Thème(s) :</b> Autre, conduite d'élevage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les animaux doivent être entretenus dans des conditions d'élevage de haut niveau qui visent à satisfaire les besoins biologiques et de conservation, la santé et une large expression des comportements naturels des différentes espèces en prévoyant, notamment, des aménagements et des équipements des enclos adaptés à la biologie de chaque espèce. Avant d'héberger une nouvelle espèce, les établissements sont tenus de recueillir toutes les informations à caractère scientifique ou zootechnique nécessaires au respect des conditions d'entretien et de présentation au public, fixées par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les conditions de détention sont conformes et en adéquation avec les besoins biologiques, physiologiques et de conservations des animaux. Le refuge étudie en amont les conditions maximales d'hébergement avant introduction d'une nouvelle espèce.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Des conduites d'élevage des animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Nutrition-Abreuvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des programmes étendus de nutrition pour chaque espèce ou groupe d'espèces sont mis en œuvre dans le but de fournir une alimentation suffisamment abondante, saine, équilibrée et de qualité répondant aux besoins de chaque espèce. Les régimes alimentaires des espèces détenues sont établis en tenant compte des connaissances scientifiques et techniques ainsi que des progrès réalisés en matière de nutrition animale. Leur impact sur l'état de santé des animaux est évalué. L'abreuvement est assuré par une eau saine, renouvelée fréquemment, protégée du gel et constamment tenue à la disposition des animaux. L'approvisionnement en aliments est maîtrisé aux fins d'assurer sa continuité et la qualité des aliments fournis. Les aliments répondent à des critères de qualité définis, régulièrement vérifiés par le personnel de l'établissement.
<b>Constats :</b> Les aliments distribués sont adaptés et répondent aux besoins des tortues: apport de granulés spécifiques, de légumes, d'herbes sauvages en saison en plus de la végétation présente dans les enclos. Mise à disposition de point d'eau dans chaque enclos.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.27
<b>Thème(s) :</b> Autre, Installations d'hébergement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations d'hébergement des animaux, leurs sols et leurs équipements sont adaptés aux mœurs de chaque espèce, garantissent la sécurité des animaux et permettent d'exprimer largement leurs aptitudes naturelles.
<b>Constats :</b> Tous les bassins et enclos sont aménagés selon les besoins et spécificités écologiques des espèces y résidant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des soins des animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.41
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dossier Sanitaire
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les établissements tiennent à jour et conservent pendant une période minimale de dix ans un dossier sanitaire tenu conformément à l'annexe 1 au présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les tortues malades sont soignées à l'Ecole Nationale Vétérinaire de TOULOUSE par les cliniciens de la clinique des NAC de l'ENVT. Mise en place d'un registre sanitaire avec des fiches individuelles correspondant à chaque tortue traitée indiquant: -l'espèce, n° d'identification -emplacement dans le refuge -motif et date de départ vers l'ENVT pour soins -traitement -date incident, sortie et de retour.  Certains traitements effectués tels que l'application de pommade Ophtalon, la vermifugation effectuée deux fois par an ne sont pas notés.  Remarque: un suivi des animaux morts transférés à l'ENVT est réalisé sous forme d'attestation de l'ENVT de réception des cadavres de x tortues avec les mentions de l'espèce, sexe, bassin/enclos, n° de puce.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 8 : De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des soins des animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.42
<b>Thème(s) :</b> Autre, Soins vétérinaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les établissements s'attachent les soins d'un vétérinaire investi du mandat sanitaire instauré par les articles L 203-1, L 203-6, L. 223-5, R. 203-2 à R203-5, R. 203-7 à R.203-13 du code rural, pour le contrôle régulier de l'état de santé des animaux. Des visites régulières de ce vétérinaire doivent être programmées.
<b>Constats :</b> Le contrôle de l'état de santé des animaux est assuré par l'Ecole Nationale Vétérinaire (ENVT) de TOULOUSE qui est liée par convention du 20/05/2018 pour assurer entre autres, les actes suivants: -vermifugation 1 à 2 fois par an sur site, -identification, -diagnostic, hospitalisation, traitement des individus malades par la clinique NAC de l'ENVT.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : De l'information du public sur la biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.57
<b>Thème(s) :</b> Autre, De l'information du public sur la biodiversité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les établissements doivent promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leurs habitats naturels. Les moyens mis en œuvre par les établissements aux fins du présent chapitre sont proportionnés à leur taille et à leur volume d'activité.
<b>Constats :</b> Des panneaux d'affichage sont visibles devant chaque enclos indiquant: -le nom de la tortue -les statuts et menaces de l'Espèce -la répartition et habitat -indication sur la longévité -photographie et description de la tortue, -information sur la reproduction -information sur le régime alimentaire. -Informations complémentaires spécifiques à l'espèce.  Il est prévu en complément, prochainement des affichages complémentaires dans le parc, sur la biodiversité (ex: la mare, intérêt des zones humides...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : De la prévention des risques écologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.64
<b>Thème(s) :</b> Autre, De la prévention des risques écologiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les caractéristiques des installations et du fonctionnement des établissements permettent de prévenir l'évasion des animaux hébergés vers le milieu naturel afin d'éviter d'éventuels dangers écologiques pour les espèces indigènes. Elles permettent également de prévenir l'introduction dans le milieu extérieur d'organismes nuisibles pour ce milieu, pour les espèces animales et végétales qu'il renferme « , pour les exploitations agricoles dont le statut sanitaire pourrait être menacé, ainsi que pour la santé des personnes ».  Les dispositions prises sont proportionnées aux risques présentés.
<b>Constats :</b> L'ensemble du site a été aménagé afin de limiter au maximum le risque d'évasion et de colonisation des milieux environnants en provenance du site (clôture périphérique du site et des enclos) Les enclos sont aménagés afin de rendre impossible par « escalade des clôtures » les évasions. La surveillance est également quotidienne afin de vérifier la fonctionnalité des dispositifs anti-évasion. La clôture périphérique est conçue de façon à empêcher l'intrusion d'animaux sauvages ou d'animaux domestiques errants mais également les évasions des tortues. Une clôture est également installée séparant la partie quarantaine de la partie ouverte au public.  Il a été observé par sondage (partie quarantaine, partie donnant sur la route d'accès et clôture entre la quarantaine et le parc ouvert au public)  Remarque : Actuellement toute la partie ouverte au public est dotée d'une double clôture mais des travaux sont en cours pour finaliser la fermeture complète du site parallèlement aux travaux de création de la station d'élevage de l'Emyde lépreuse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : De la prévention des risques écologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.61
<b>Thème(s) :</b> Autre, De la prévention des risques écologiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque l'établissement accueille des groupes scolaires, l'exploitant établit, le cas échéant, en collaboration avec des enseignants, des programmes d'activité et des documents pédagogiques à l'intention des élèves, adaptés à leur niveau scolaire.
<b>Constats :</b> Présence d'un livret éducatif à destination des enfants âgés de 9 à 12 ans. Un autre livret pour les plus jeunes est en cours d'élaboration (hivers 2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 12 : De la participation aux actions de conservation des espèces animales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art.53
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport sur les opérations de préservation de la biodiversité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Au sens du présent arrêté, on entend par « conservation » toutes les opérations qui contribuent à la préservation des espèces animales sauvages que leurs populations se trouvent dans leur milieu naturel ou hébergées en captivité. Aux fins de contribuer à la conservation de la diversité biologique, les établissements participent : <ul style="list-style-type: none"><li>- à la recherche, dont les résultats bénéficient à la meilleure connaissance et à la conservation des espèces ;</li><li>- et/ou à la formation pour l'acquisition de qualifications en matière de conservation ;</li><li>- et/ou à l'échange d'informations sur la conservation des espèces ;</li><li>- et/ou, le cas échéant, à la reproduction en captivité, au repeuplement et à la réintroduction d'espèces dans les habitats sauvages.</li></ul> Les actions entreprises en application du présent chapitre doivent être compatibles avec les règles visant à assurer le bien-être des animaux ainsi qu'avec les activités d'élevage et de reproduction des animaux. Les moyens mis en œuvre par les établissements pour se conformer aux dispositions du présent chapitre sont proportionnés à leur taille et à leur volume d'activité. A intervalles réguliers, n'excédant pas trois ans, l'exploitant de l'établissement fournit au préfet (directeur départemental des services vétérinaires) un rapport faisant état des actions entreprises en application du présent chapitre.
<b>Constats :</b> -Mise en œuvre d'une station d'élevage de l'Émyde lépreuse ( <i>Mauremys leprosa</i> ) pour la conservation de cette tortue rare, menacée. Objectif de reproduction puis de relâcher les juvéniles dans le milieu naturel. <ul style="list-style-type: none"><li>- Refuge ouvert au public participant à la sensibilisation sur la protection de ces espèces.</li><li>- Le refuge des Tortues est une plateforme d'échanges au niveau régional, national et international entre tous les acteurs universitaires, publics ou privés qui souhaitent agir en faveur de la connaissance et de la conservation des tortues du monde et de la biodiversité en général. (exemple: partenariat avec l'ENVT).</li></ul> Les actions entreprises sont décrites dans les rapport d'activité annuels. A ce jour, aucun rapport d'activité n'a été transmis à la DDPP depuis l'ouverture du parc.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 13 : De la prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article art 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, De la prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité.  Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive.
<b>Constats :</b> Information du public: Absence d'affichage préconisant des règles de sécurité vis-à-vis de la présence de nombreux cactus à proximité de certains enclos et vis à vis des enclos des serpentines (espèce dangereuse) de type "Ne pas grimper et se pencher".
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

